MOUVEMENT D'ACTIONS PATRIOTIQUES (MAP-BURUNDI BUHIRE)

www.map-burundi.org
presidence@map-burundi.org
secretary@map-burundi.org

Facebook: @map-burundi.org
Twitter: @burundiMap

Bureau de Coordination / Coordination Office

PLAN DE SORTIE DE LA CRISE ET LA TENUE DES ELECTIONS VERITABLES AU BURUNDI

Le Mouvement d'Actions Patriotiques, MAP-BURUNDI BUHIRE réitère sa position, déjà exprimée le 23 juin 2019 sur les prochaines élections, que la situation socio-politico-économique et sécuritaire qui prévaut actuellement au Burundi ne permet pas l'organisation des élections apaisées, libres, inclusives et transparentes en 2020. A cet effet, MAP-BURUNDI soumet par la présente déclaration aux Burundais et à la communauté internationale des propositions pour le retour à la paix, la sécurité et les conditions de relance économique.

Quoi que d'aucuns le pensent, l'avenir du Burundi est très incertain si rien n'est fait pour remonter la pente. Après les cultes religieux d'endoctrinement tenus sous les frais des citoyens burundais et au terme d'un congrès, le CNDD-FDD a communiqué son choix d'un candidat aux élections présidentielles, somme toute, un changement dans la continuité.

Rappelons les raisons qui prouvent à suffisance que les élections de 2020 ne seront pas libres, paisibles, inclusives et transparentes :

1) Le parti au pouvoir, CNDD-FDD verrouille l'espace politique, opère seul et se confond avec les institutions publiques, notamment le Parlement, le Senat, la Justice, les Forces de Défense et de Sécurité, les institutions électorales, etc.

2) L'intolérance politique est manifeste et se concrétise dans de multiples violations des droits fondamentaux contre des membres des partis d'opposition, des disparitions

forcées, des tortures, des viols de femmes et filles, des emprisonnements des adversaires politiques, des journalistes et des membres des organisations de la société civile, etc. Tous les cadres d'expression sont abusivement verrouillés par les autorités administratives et policières.

3) L'environnement est explosif, l'insécurité est généralisée, les slogans de haine politique et d'exclusion ethnique sont monnaie courante, la terreur constamment orchestrée par les Imbonerakure (milice du pouvoir en place) et certains éléments des forces nationales de défense et de sécurité, les massacres des citoyens se font chaque jour, etc.

4) Aujourd'hui, nombre de représentants des partis politiques de l'opposition et de la société civile sont en exil forcé en dehors du pays, sans aucune possibilité d'exercer leurs droits civiques et politiques au Burundi.

5) Le parti au pouvoir, CNDD-FDD, se positionne comme une organisation portée aux rancunes, à la discorde et oppose les communautés burundaises dans l'espoir de se maintenir au pouvoir alors qu'il n'a ni vision nationaliste, ni progressiste.

6) Presque 5% de la population croupit dans des camps de réfugiés dans les pays voisins, des centaines de milliers dans des camps de déplacés à l'intérieur du pays depuis 1993, dont 28% des enfants ne sont pas scolarisés.

7) L'Accord d'Arusha, signé en août 2000 et la Constitution de mars 2005, ont été mis au placard et remplacés par la Constitution de juin 2018, taillée sur mesure des visées ségrégationnistes du CNDD-FDD.

8) Le processus de Dialogue Inter-Burundais a été boycotté par le pouvoir en place, conduisant à son blocage et culminant à la démission du Facilitateur du processus, donnant libre cours au CNDD-FDD de poursuivre son plan macabre de discrimination, d'endoctrinement religieux, d'anéantissement de tout esprit critique et de pillage des fonds publics.

Cela étant, MAP-BURUNDI BUHIRE ne peut en aucun cas cautionner des élections de complaisance qui vont aggraver la situation sécuritaire, augmenter le nombre des réfugiés et des déplacés intérieurs.

L'urgence pour le Burundi est de réunir les acteurs politiques et sociaux autour d'une table de concertation pour le rétablissement de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et se

convenir sur une nouvelle Charte de Stabilité et de Développement Durable, bref une véritable Refondation de la Nation et de l'Etat burundais.

Pour mettre un terme à la crise actuelle, MAP-BURUNDI BUHIRE propose et soumet aux Burundais et à la communauté internationale un plan en 10 points pour une sortie pacifique de crise :

1. Suspendre immédiatement l'organisation des élections en 2020
2. Organiser en dehors du Burundi une Conférence internationale sur l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation
3. Restaurer l'Accord d'Arusha et la Constitution de mars 2005
4. Relancer le Dialogue Inter-Burundais en dehors du Burundi sous la houlette de l'Union Africaine et/ou des Nations Unies
5. Négocier le déploiement d'une Force Internationale de Maintien de la Paix
6. Mise en place des Institutions de Transition d'Union Nationale (Gouvernement, Parlement, Justice, Administration publique)
7. Organiser le Rapatriement et la Réintégration des Réfugiés et des Déplacés intérieurs, libérer tous les prisonniers politiques et d'opinion
8. Préparer et Mettre en œuvre un Programme de Relance Économique (2021-2025) et un Programme Minimum Humanitaire
9. Préparer les institutions de sortie de crise, notamment: la Charte pour la Paix, la Stabilité et le Développement Durable, une nouvelle Constitution, une nouvelle Loi Électorale, la mise en place d'une Commission Nationale Électorale totalement Indépendante, etc.
10. Organiser des Élections Paisibles, Transparentes et Inclusives et installer les nouveaux responsables politiques.

MAP - BURUNDI BUHIRE s'apprête à contribuer sans faux-fuyant pour que cette démarche permette à redéfinir les balises de la démocratie burundaise, afin de retrouver la paix, la stabilité et le développement économique durable.

Pour éviter l'implosion de notre Mère Patrie, nous interpellons nos compatriotes et amis du Burundi d'apporter leur pierre à la Refondation de la Nation et de l'État burundais.

Fait à Bruxelles, le 28 janvier 2020

POUR MAP- BURUNDI BUHIRE

M. Libérat Ntibashirakandi, Porte-Parole